

*l'Anti*capitaliste

n°732 | 5 décembre 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



ZOOM

Éducation à la sexualité.
Reculs du gouvernement
face à l'extrême droite

Page 3

INTERNATIONAL

Syrie. La chute
d'Alep

Page 4

ARGUMENTS

Emploi: la
catastrophe
annoncée

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Maud Royer
présidente de l'association
Toutes des femmes

Page 8

Édito

Notre-Dame, pour qui sonne le glas?

Par MANON BOLTANSKY

Cinq ans après l'incendie, la cathédrale Notre-Dame de Paris rouvrira ce samedi 7 décembre au public. Macron est extatique. Au milieu du clergé, de ses fidèles et des nombreux travailleurEs convoqués pour la dernière visite officielle avant la réouverture, le président est en transe. La cathédrale aura été restaurée en cinq ans «*quoi qu'il en coûte*». Rien n'est trop beau pour sa majesté Macron, pour satisfaire ses intérêts politiques et sa soif d'envolées lyriques et mystiques. L'instrumentalisation politique est grossière. Depuis longtemps l'homme fantôme, se voit en mécène des arts, démiurgique et bienfaiteur. Il confessait déjà en 2017 au JDD: «*la dimension christique, je ne la nie pas*», ajoutant que «*la politique, c'est mystique*». Le patrimoine et les enjeux de conservation et restauration sont toujours affaire de politique et de symbole. Macron voudrait en faire un symbole du mantra libéral «*Si on veut, on peut*», mais aussi de sa toute-puissance. Mais aussi, un symbole de la nation unie retrouvée, héritière d'un passé fantasmé... en guise d'appel du pied à l'extrême droite et son électorat, et faute d'avoir un avenir bien radieux à proposer. La restauration de Notre-Dame est le symbole de sa méthode brutale et autoritaire. Brutale en termes d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour les travailleuses et les travailleurs impliqués sur le chantier. Pour elleux comme pour les riverainEs, le scandale sanitaire autour du plomb aura des conséquences désastreuses à très long terme. Brutale car précipitée au regard du temps nécessaire à la conservation, aux recherches et aux discussions, ou encore aux fouilles archéologiques interrompues pour satisfaire à l'agenda présidentiel. Autoritaire car au-dessus des lois du code du travail et du patrimoine. À Notre-Dame, l'incendie de 2019 fut un symbole du désintérêt de l'État pour la conservation et le patrimoine. Sa restauration restera le symbole du financement privé et privatisé de la culture. Bernard Arnault aura ainsi pu y acheter les indulgences du Seigneur... Macron. Loin d'être le symbole d'une renaissance, Notre-Dame est celui du pouvoir macroniste, brutal, néolibéral et aveuglé. Pour sauver la planète en feu, nos droits et nos acquis sociaux, nous n'attendons ni homme ni femme providentielle... C'est toutEs ensemble et maintenant qu'il faut abattre ce système.

Bien dit

L'arrestation puis la détention de Rodrigue Petitot sont le nouvel avatar d'une politique de répression antipopulaire qui atteint un niveau insupportable. Le harcèlement judiciaire actuel n'est que la mise en exécution du plan sinistre de Retaillau dont tout le monde sait que les jours comme ministre sont comptés [...]

Extrait du communiqué de presse du 30 novembre 2024 du Groupe Révolution Socialiste de Martinique.

À la Une

RÉGIME DE CRISE, CRISE DE RÉGIME

Notre 49.3, c'est dans la rue!

On l'attendait depuis des semaines, ça y est! Le 49.3 sur le budget de la Sécurité sociale, le PLFSS, est tombé, mais cette fois les commentateurs politiques s'accordent à dire que le gouvernement va tomber.

La censure «*rendra tout plus difficile et plus grave*», prévenait le Premier ministre Michel Barnier après avoir engagé sa responsabilité devant l'Assemblée nationale le 2 décembre. Une menace à l'adresse sans doute des députéEs du RN avec qui lui et son gouvernement ont négocié des semaines durant sur le dos des travailleurEs, des précaires et des personnes racisées. Retaillau, lui, parle de ceux qui «*d'une extrémité à l'autre, s'apprêtent à jouer le destin de la France et des Français à la roulette russe*». Probable que le gouvernement Barnier pensait avoir fait suffisamment de concessions à l'extrême droite pour que ses députéEs ne votent pas la censure. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les éditorialistes échafaudent des scénarios: Quel nouveau Premier ministre? Dans quel délai? Quel budget en 2025? Quels sont les recours? Macron démissionnera-t-il? En bref, la crise de régime continue.

Instabilité politique et emplois

Pourtant, l'instabilité politique aggravée par la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin par Macron n'a eu que peu d'effet sur les politiques des entreprises qui, dans tous les cas avec Barnier aux affaires, pouvaient compter sur les cadeaux habituels au patronat. Cela n'a pas empêché des grands groupes d'annoncer des suppressions d'emplois. Plus de 180 000 emplois menacés ou supprimés selon la CGT depuis janvier 2024 et vraisemblablement plus de



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

300 000, avec les emplois induits (voir page 5): Michelin, Auchan, Vencorex... pour ne citer que quelques exemples. Dans la fonction publique également, de nombreux emplois sont menacés sous l'effet anticipé du budget d'austérité (voir page 6). Avec l'inflation, et la réforme de l'assurance chômage, c'est à un véritable régime de crise que sont confrontés les travailleurEs. Pourtant, tous ces emplois peuvent être sauvés. C'est une question de volonté politique, laquelle n'existe pas du côté de ceux qui ont le pouvoir. Le moratoire sur les licenciements ou l'interdiction sont un début pour commencer à se mobiliser, à tenir ensemble, à devenir une force collective pour discuter la reconversion possible des salariéEs, la modification de la production, dans le but non pas de faire du profit mais de satisfaire les besoins de la population en tenant compte de l'impact de la production sur le vivant tout

entier: les conditions de travail des humains et l'environnement.

Mobilisation le 5, le 11 et le 12 décembre

Alors que le 5 décembre, le capital n'aura plus de gouvernement (peut-être), nous les travailleurEs nous serons dans la rue pour l'emploi, pour dire stop aux licenciements: pour la répartition des richesses et la réduction du temps de travail, pour la retraite à 60 ans — tout ce qui a fait le socle de l'opposition à Macron notamment pendant la mobilisation de 2023 contre la réforme des retraites. Cette journée est l'occasion de se donner de la force pour celle du 12 décembre et pour la grève reconductible qui va commencer le 11 décembre à la SNCF. Le 14 et le 18 décembre, nous serons aux côtés des travailleurEs sans papiers contre les politiques racistes et antisociales. Comme nous l'avons été au printemps pour faire face à la

poussée électorale de l'extrême droite au moment de la création du NFP, nous pouvons ensemble dans les prochaines semaines nous unir dans les entreprises, dans les quartiers, en assemblées générales, autour des revendications du NFP pour les faire gagner. Le programme du NFP peut en ce sens être un point d'appui, montrer que nous sommes une force sociale, électorale et politique qui se bat pour l'égalité, la justice sociale et l'écosocialisme.

Car quelle que soit l'issue de la période très instable qui s'est ouverte depuis la dissolution de l'Assemblée et qui s'approfondit dans les institutions ces derniers jours, il nous faut lutter. Il n'y aura pas d'issue dans le cadre de cette 5^e République. Nous devons construire les mobilisations pour imposer un rapport de forces contre ce gouvernement, contre l'extrême droite pour imposer la fin du présidentielisme, imaginer une nouvelle assemblée constituante capable contrôler les éluEs et se doter d'un programme de rupture anticapitaliste.

Fabienne Dolet

À lire sur le site



Abrogation de la réforme des retraites:

des leçons pour la suite, par J.C. Delavigne



Abrogation de la réforme des retraites: l'échec, reflet de la lutte des classes



STOP AU PLASTIQUE!

On a beau le savoir depuis des décennies, les déchets plastiques continuent de croître. La production, qui a doublé entre 2000 et 2019, pourrait tripler d'ici 2060 et les déchets avec. Aujourd'hui 22% d'entre eux sont à l'air libre. C'est à cette course en enfer que cherchait à mettre fin la conférence des 175 États réunis à Busan (Corée du Sud) jusqu'au 1^{er} décembre. C'était compter sans les compagnies pétrolières et les États dont l'économie repose sur le pétrole et donc le plastique... Pas d'accord ni sur la production ni sur le recyclage. Encore une conférence internationale pour rien! ©MUMTAHINA TANNI

Le but de ce programme est de mettre en œuvre bien plus largement la loi Aubry de 2001 qui impose 3 séances d'éducation à la sexualité par an à l'école, dans tous les niveaux, de la maternelle à la terminale. Actuellement, seuls 20% des élèves ont accès à ces séances.

Ce texte souhaite que l'éducation à la sexualité, à la vie relationnelle et affective « contribue à la lutte contre toutes les discriminations de sexe, d'identité de genre et d'orientation sexuelle (hétérosexualité, homosexualité, bisexualité, asexualité) » et « vise à construire une culture commune de l'égalité et du respect ».

Alors que tout le monde est d'accord pour souligner l'importance de la prévention des violences sexistes est sexuelles, ce programme est un point d'appui pour les enseignantEs. Il est soutenu par de nombreuses associations (Planning familial, Sidaction...) et syndicats.

Les intimidations de l'extrême droite

Depuis mars, les choses traînent et plusieurs groupes d'extrême droite font campagne contre, en répandant des rumeurs totalement diffamatoires : ce programme promouvrait par exemple la « pornographie » et la « pédophilie » ! Deux associations sont particulièrement actives : Parents Vigilants, lié au parti Reconquête de Zemmour, et SOS Éducation, association ultralibérale et ultraservatrice proche des milieux catholiques anti-IVG et des opposantEs au Mariage pour toutes et tous. Ludivine de la Rochère, figure de proue de la Manif pour tous en 2013, a également envoyé un courrier dans de nombreux établissements scolaires pour intimider les

ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

Reculs du gouvernement face à l'extrême droite

Depuis le mois de mars 2024, un projet de programme d'éducation à la sexualité (EVARS) est prêt, validé par le CSP (Conseil supérieur des programmes). Celui-là même que la ministre de l'Éducation nationale a annoncé vouloir revoir...



collègues qui mettraient en place ces séances. La presse Bolloré, JDD en tête, a repris les mêmes mensonges « antiwoke » ces derniers jours.

Au sein même du gouvernement Barnier, ces idées sont propagées. Le 27 novembre, le ministre délégué à l'Enseignement professionnel, Alexandre Portier, proche de Wauquiez, a ainsi déclaré que : « le programme n'était pas en l'état "acceptable", qu'il était hors de question de "laisser faire n'importe quoi" et qu'il s'engageait, comme "élu et père de famille", à ce que la "théorie du genre" n'ait pas sa place à l'école ». Il reprend ce faux concept agité depuis des années par l'extrême droite de « théorie

du genre », qui charrie toute une série de paniques morales autour de la sexualité et de l'identité, et sert le plus souvent de paravent à une homophobie, une transphobie et un sexisme décomplexés.

Encore des concessions aux franges réactionnaires

Dans le projet de programme, il n'est question que « d'identité, de stéréotypes de genre », termes qui sont déjà dans le code pénal et dans d'autres textes de l'Éducation nationale. Ces concepts sont essentiels si on veut réellement lutter contre les discriminations et permettre une entrée épanouie des jeunes dans la sexualité et la construction de leur identité,

de leur orientation sexuelle. Rappelons, par exemple, que selon l'INSERM, le taux de suicide des jeunes homosexuelEs, bi, trans est 6 à 7 fois plus élevé que la moyenne.

La ministre de l'Éducation Anne Genetet maintient qu'elle va mettre en place ce programme, tout en disant qu'elle va le revoir. Il risque bien d'être en fait vidé de sa substance, voire enterré pour faire des concessions supplémentaires aux franges réactionnaires. Cette dérive homophobe est soutenue au plus haut niveau. Comme le dit James Leperlier, de l'Inter LGBT : « La proposition de loi visant les mineurEs trans était portée par Les Républicains, la famille politique d'Alexandre Portier. En juin, Emmanuel Macron a déclaré que le changement d'état civil libre et gratuit, c'était ubuesque... On parle de violences sexistes le samedi et on parle de théorie du genre le mercredi, c'est totalement hypocrite ». On voit bien de quel côté est en train de pencher le gouvernement Barnier et Macron qui multiplient les concessions à l'extrême droite. Défendons donc ce programme et exigeons enfin de véritables moyens pour l'éducation à la sexualité et la lutte contre les discriminations à l'école. **Antoine Boulangé**

LIBAN/GAZA Israël ne veut pas la paix!

Les États-Unis disaient pouvoir imposer un cessez-le-feu entre le Liban et Israël. Celui-ci a été déclaré le 29 novembre pour une durée de 60 jours. Juste assez pour que Biden se dise qu'il a fait « le boulot » et passe la main à Trump fin janvier.

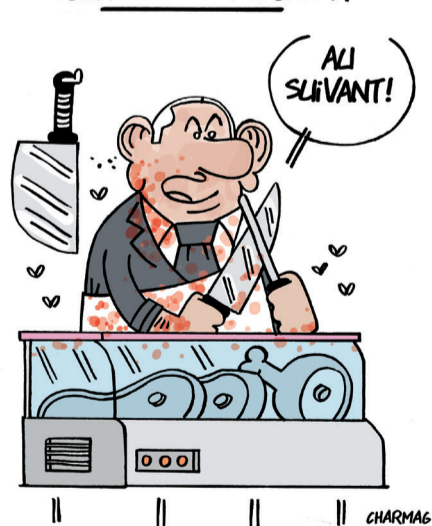
Une fin de règne peu glorieuse pour « Genocide Joe » qui aura passé toute l'année à soutenir, armer et finalement encourager l'escalade génocidaire israélienne. Depuis le 8 octobre 2023, Israël a ciblé le Liban notamment le sud, prétendant s'attaquer aux « terroristes » du Hezbollah mais menant le même style de guerre que celle sur Gaza. Cette politique s'est accélérée début août 2024 et, à la suite des attaques dites des beepers, Israël a fait la guerre à tout le Liban : vols à la vitesse du son, menace sur l'espace aérien, bombardements généralisés dans des quartiers populaires et habités à la fois au nord et au sud. L'objectif était clair : créer les conditions d'une guerre civile pour obtenir un changement de régime qui lui soit plus favorable.

Un cessez-le-feu fragile et pas d'arrêt à Gaza

Les conditions initiales du cessez-le-feu incluaient la fin de l'offensive à Gaza : ces clauses ne sont plus demandées par le Hezbollah qui a accepté de se retirer au nord du fleuve Litani. Israël n'avait pas vraiment à se retirer puisque son offensive n'a jamais réussi à le positionner de manière durable dans le Sud-Liban.

Le cessez-le-feu temporaire offre un répit aux populations libanaises qui avaient fui le sud pour cause de bombardements. Plusieurs milliers de personnes reviennent dans le sud du pays pour retrouver leur village et leurs maisons dévastées. Les dégâts sont extrêmement

CESSEZ-LE-FEU AU LIBAN



importants : plusieurs dizaines de villages rasés presque totalement, des infrastructures dévastées et encore 4 000 mortEs à déplorer. Tout ça pour un cessez-le-feu temporaire et fragile puisque plusieurs violations de l'accord (52 au total, à l'heure où nous écrivons) de la part d'Israël ont été constatées. Pour l'instant, l'escalade n'a pas eu lieu mais il est à craindre que ce ne soit que provisoire.

En effet, en termes opérationnels, Netanyahu était un peu contraint au cessez-le-feu : armée de réservistes épuisés, pas de victoire ni tactique (au sol) ni politique au Liban et une attente de réarmement.

Il n'empêche que le front sur Gaza n'a pas été interrompu du tout. Les massacres dans le nord de Gaza continuent dans l'indifférence et l'aveuglement général. D'autant plus que depuis octobre 2023, l'armée israélienne a tué 192 journalistes à Gaza. La mort d'humanitaires de l'association américaine Kitchen of the World, qui en avril avait fait scandale, est, cette fois, passée inaperçue dans les médias...

Déstabilisation de la région

L'UNRWA a décidé de stopper toute livraison de camions humanitaires par l'entrée nord de Gaza. L'association onusienne accuse Israël de laisser des gangs armés s'en prendre aux camions en exigeant soit des rançons, soit en volant la marchandise directement. Certains de ces groupes se sont affrontés au Hamas. Celui-ci accuse l'armée israélienne de complaisance avec les voleurs. La conséquence désastreuse est que tout le nord de Gaza est livré à lui-même sans aucun moyen de subsistance. Même si une délégation du Hamas était reçue au Caire pour reprendre les négociations de cessez-le-feu à Gaza, il est clair qu'Israël n'a aucunement l'intention de cesser la destruction et les massacres. Israël a profondément déstabilisé la région. La Palestine, le Liban mais aussi la Syrie avec un renouveau des luttes entre factions armées dans la région d'Alep (voir page 4). Depuis des décennies, la présence de la colonie en Palestine a été la principale cause d'instabilité dans cette région du Moyen-Orient. Il est grand temps que cet État colonial à bout de souffle et de plus en plus dangereux s'effondre et devienne un État sans apartheid, sans occupation et sans expansionnisme militaire. **Édouard Soulier**

No comment

La gauche propose mais c'est le RN qui dispose.

JULIEN ODOUL, député RN, le 3 décembre sur BFMTV, sur les enjeux de la motion de censure soumise au vote par les députés de la gauche et que les députés RN ont l'intention de voter. Le pari : faire tomber le gouvernement, devenir aux yeux du patronat le meilleur rempart à la gauche et aux yeux des travailleurEs leur prétendu défenseur.

Agenda

Lundi 9 décembre, réunion publique du NPA-l'Anticapitaliste 14^e « l'unité face à l'extrême droite » avec Olivier Besancenot, Paris. À 19h30 au bar Le Fleurus, 10 boulevard Jourdan, Paris 14^e.

Judi 12 décembre, réunion publique du NPA-l'Anticapitaliste 19^e « S'organiser contre le racisme et l'extrême droite » avec Monira Moon et Ugo Palheta, Paris. À 19h au Baranoux, 78 rue Compans, Paris 19^e.

Projections de Rouge, la couleur qui annonce le journal :

– **Vendredi 6 décembre à Alençon (61),** À 20h, Salle Baudelaire, rue Porchaine.

– **Mardi 10 décembre à Rennes (35),** À 19h30, 10 rue des Trente.

– **Judi 12 décembre à Montreuil (93), en présence d'Olivier Besancenot et Edwy Plenel.** À 20h30, cinéma Le Méliès, 12, place Jean Jaurès.



14/ 18 décembre, manifestations antiracistes.

À Paris, samedi 14 décembre à 14h, place de Clichy.

Samedi 14 décembre, soirée de soutien aux inculpés du procès du béton,

Alençon (61). Rendez-vous à la Chapêlmêle, 41, chemin des Châtelets 61000 Alençon, à partir de 18h30.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :

redaction@npa2009.org

Diffusion :

diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :

2269-3696

Commission paritaire :

0424-C-93922

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :

1800 exemplaires

Directrice de publication :

Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :

Fabienne Brifault

Maquette :

Ambre Bragard

Impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PÉTROLE EN AFRIQUE

Avec l'UE, c'est sang pour sang de profits

Pour protéger ses multinationales pétrolières, l'Union européenne n'hésite pas à financer des armées de dictatures africaines.

Cabo Delgado, situé au nord du Mozambique, est le lieu d'une guérilla djihadiste qui a débuté en 2017 lors d'une attaque de postes de police de la ville de Mocimboa da Praia. Ce groupe est formé de jeunes qui ont mis en cause les pratiques de l'islam des populations, la jugeant non conforme.

Le péril jeune

Cette milice baptisée Ash-Shabab, signifiant « les jeunes », a fait allégeance à l'État islamique. Au-delà de la dimension religieuse, leur propagande dénonce la corruption du gouvernement et l'appropriation des terres des villageois pour piller les ressources naturelles. Aux causes religieuses et économiques de cette guérilla s'ajoutent des motivations communautaires. Au fil des ans, les djihadistes se sont renforcés grâce à l'adhésion, forcée ou non, d'une partie des populations.

Cette situation est le principal obstacle pour l'exploitation d'un des plus grands gisements de gaz. Des entreprises étatsunienne (Exxon Mobil), italienne (Eni) ou française (TotalEnergies) s'y sont positionnées. Cette dernière a investi plus de 20 milliards de dollars dans l'installation d'infrastructures qui ont causé l'expulsion des populations de leurs terres.

Au service des multinationales

Le gouvernement mozambicain s'est refusé à tout dialogue ou réformes qui auraient pu désamorcer le conflit. Il a choisi la manière forte en utilisant l'armée pour régler cette affaire en vain, puis l'emploi des mercenaires de Wagner qui a tourné au désastre. Les autorités ont fait appel à la SADC, la communauté de développement de l'Afrique australe. Elle a déployé une mission militaire qui a pris fin en juillet 2024 avec un bilan mitigé. Les forces rwandaises, également présentes, ont réussi seulement à établir un cordon protecteur autour des installations industrielles. L'Union européenne a participé aux financements de toutes ces interventions militaires par le biais de la FEP (Facilité européenne pour la paix) et par des missions de formation militaire dans le cadre de EUMAM-Mozambique, financées à hauteur de plus de 80 millions d'euros.

Financer un pays envahisseur

Les troupes rwandaises ont bénéficié également de 20 millions d'euros l'année dernière. La France et l'Italie ont insisté avec succès pour que cette aide soit reconduite en dépit de l'agression militaire du Rwanda en République démocratique du Congo. Le récent rapport d'Human Rights Watch documentant la pratique systématique de la torture dans les geôles rwandaises n'aura pas infléchi la décision. Si ce versement est assujéti à des conditionnalités pour la forme, elles ne pourront être contrôlées, si tant est que l'Union européenne en ait la volonté. Quant à TotalEnergies, elle participe à la politique de sécurisation en versant des primes aux militaires mozambicains de la Joint Task Force, structure dédiée à la protection du site gazier. Elle s'est illustrée par des graves violations des droits humains dans l'enceinte même de la multinationale, mais peu importe pour elle, business is business.

Paul Martial

À lire sur le site



Trump face au Mexique sur les tarifs douaniers, les migrations et les drogues, par Dan La Botz

SYRIE La chute d'Alep

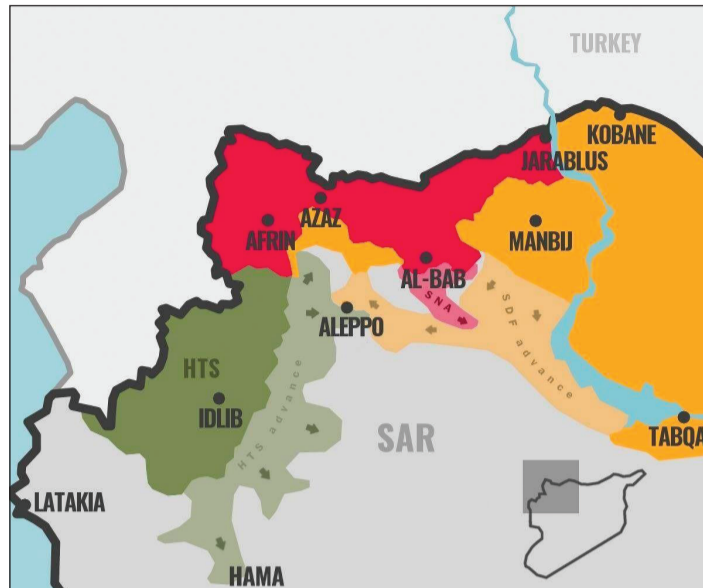
Depuis le 28 novembre, les différentes factions djihadistes cantonnées dans la province d'Idleb, au nord-ouest de la Syrie, à la suite des accords d'Astana en 2017 signés par la Russie, l'Iran et la Turquie, ont lancé une offensive éclair qui a abouti en quelques jours au retrait de l'Armée arabe syrienne (l'armée de Bachar Al-Assad) de la ville d'Alep et de ses environs.

Le succès de cette offensive a plusieurs causes. L'une d'elles est l'unité sans précédent de très nombreux groupes djihadistes et de l'Armée nationale syrienne qui ont lancé l'opération « Dissuasion de l'agression » (censée être la riposte aux bombardements incessants des avions russes sur la province d'Idleb), avec un commandement militaire commun, alors qu'ils se sont opposés et parfois entretués pendant des années.

L'Armée nationale syrienne est un regroupement de factions armées, entraînées et financées par la Turquie. Autre groupe très important, Hayat Tahrir al-Cham (HTC ou HTS en anglais), groupe dominant à Idleb, autrefois affilié à Al-Qaïda et qui s'en est détaché. Ses relations avec la Turquie s'en sont trouvées nettement améliorées.

Le régime Al-Assad affaibli, la Turquie aux aguets

Il faut donc regarder du côté du sponsor et de ses intérêts. Pourquoi déclencher cette attaque maintenant ? Les vagues de bombardements et d'assassinats dans les rangs du Hezbollah, y compris en Syrie, par l'armée israélienne ont affaibli les ressources humaines de Hayat



Tahrir al-Cham et l'ont forcé à faire revenir au Liban de nombreux combattants actifs en Syrie. Le gouvernement israélien veut à tout prix faire tomber Assad, allié de son ennemi principal dans la région.

L'armée de Bachar Al-Assad est exsangue, démoralisée et mal équipée. Le retrait précipité d'Alep et de sa région en dit long sur sa combativité. Si l'Iran reste prudent pour des raisons évidentes dans le contexte actuel du Moyen-Orient, il va quand même tenter d'aider son allié.

Pour Assad, l'autre problème, c'est le désengagement au moins partiel de son allié russe, Poutine, qui a besoin de toutes ses ressources humaines et matérielles, sur le front en Ukraine. Néanmoins, difficile pour Poutine de livrer la Syrie à la Turquie, donc à l'Otan, sans réagir...

Il y a aussi les grandes manœuvres provoquées par l'élection de Donald Trump aux États-Unis. Erdogan entretient de très bonnes relations avec Trump, et espère que son arrivée au pouvoir en

janvier sera le signal d'un retrait des troupes étatsuniennes du Rojava, qui lui laisserait les mains libres pour envahir les territoires gérés par l'AANES (Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie).

Les Forces démocratiques syriennes se préparent

Ce n'est pas un hasard si une grande partie des forces djihadistes attaquent l'est de la province d'Alep et sont maintenant aux portes de Tall Rifaat et tout près de Manbij. Ils ont aussi coupé les grands axes routiers : la M4 qui relie Qamishli à Lattaquié, par laquelle transitent les camions transportant le pétrole brut des puits pétroliers sous contrôle de l'AANES, et la M5, qui relie Alep à Damas, empêchant le ravitaillement des troupes au nord de Homs. Les djihadistes sont maintenant aux portes de Hama, à 180 kilomètres de Damas, après quatre jours d'offensive. Et la province de Deraa, berceau de l'insurrection de 2011, commence à se soulever.

Pour l'instant, il n'y a pas d'affrontement direct avec les forces kurdes, même le quartier kurde d'Alep, Cheikh Massoud, est une zone tranquille où viennent se réfugier de nombreux habitants d'Alep, Hayat Tahrir al-Cham jouant la carte du respect des populations civiles pour s'implanter durablement. Pourtant, l'affrontement avec les FDS (Forces démocratiques syriennes) qui ont pris position à la frontière du Rojava est sans doute imminent.

Mireille Court

AMÉRIQUE LATINE Victoire du Frente Amplio à la présidentielle en Uruguay

Le dimanche 24 novembre, le Frente Amplio (FA) a remporté les élections lors du second tour de la présidentielle. Le binôme Yamandú Orsi et Carolina Cosse a recueilli 49,8% des voix contre 45,8% au Partido Nacional, de droite.

Une victoire claire. La coalition-mouvement, comme elle se définit statutairement, a gagné dans 5 départements sur 19, alors que précédemment elle n'avait gagné que dans les 2 plus grandes villes, Montevideo et Canelones. Le FA a conquis 16 sièges de sénateurs sur 30 et 48 sièges de députés sur 99.

La Sécurité sociale au cœur du débat

Le 27 octobre, lors du premier tour, avaient eu lieu les élections parlementaires et surtout le plébiscite contre la réforme de la Sécurité sociale¹. Le courant majoritaire du FA, le MPP (Movimiento de Participación Popular) de l'ancien président Mujica, est celui qui a recueilli le plus de voix. Ce secteur s'était opposé en octobre au référendum en défense de la Sécurité sociale organisé notamment par la PIT-CNT, la centrale syndicale, et soutenu par le PC, le PS et le PVP, des partis issus de la classe ouvrière. Le plébiscite contre la réforme des retraites n'a pas obtenu la majorité, mais presque 40% des Uruguayens ont voté « Oui ». Ces résultats — élections parlementaires et plébiscite — impliquent un « éloignement » entre la direction du FA et les aspirations des travailleurs. Cet éloignement n'est pas encore formel car les classes populaires ont encore de l'espoir dans le gouvernement Orsi-Cosse, ce qui est naturel juste après leur victoire. Le nombre de votes blancs de

l'ordre de 38 500 (en sachant que pour être élu député il faut environ 24 000 voix) en est sans doute une première expression. Une partie des votes annulés pourrait correspondre à la volonté de certains électeurs de gauche d'introduire un bulletin pour le « Oui » du 27 octobre, une façon d'exprimer le rejet des deux candidats en lice.

Recomposition de la gauche

Yamandú Orsi a confirmé sa volonté d'ouvrir un dialogue sur la Sécurité sociale mais les déclarations du futur ministre de l'Économie Gabriel Oddone annoncent la couleur du prochain gouvernement : « entre les propositions économiques du Frente Amplio et celles de la Coalition républicaine (la droite) il n'y a pas deux modèles de pays radicalement opposés, mais plutôt des différences de priorités » (*El Observador*, 25 novembre 2024). Il y a un début, certes assez timide, de recomposition du mouvement populaire et de la gauche. Le mouvement populaire va-t-il rester immobile pendant que le gouvernement résout les problèmes ? Va-t-il continuer à prendre des initiatives comme le plébiscite sur la sécurité sociale si ses attentes ne sont pas satisfaites ? Le comportement des mouvements sociaux sera-t-il le même que lors des précédents gouvernements de gauche ? Y aura-t-il un espace politique pour la recomposition d'une gauche anticapitaliste ?

Autant de questions qui n'ont pas de réponse. La réponse viendra des mesures prises par le gouvernement du FA, du rapport de forces que les militants politiques au sein du FA et à l'extérieur de celui-ci, ainsi que le mouvement ouvrier et populaire, réussiront à imposer.

Commission Amérique latine

1 — <https://inprecor.fr/node/4385>

Europe solidaire sans frontières

Un appel à dons pour le fonds de solidarité Asie 2025 d'ESSF – Faire front ensemble

ESSF a besoin de l'aide de toutes et tous pour abonder notre Fonds permanent de solidarité Asie de l'année 2025. Face à « l'accélération réactionnaire » internationale, symbolisée par l'élection de Donald Trump, et au réchauffement climatique hors contrôle, maintenir les solidarités est une urgence envers des mouvements dont nous soutenons l'action aux Philippines, en Indonésie, au Bangladesh et au Pakistan, pour l'appui qu'elles assurent à des populations profondément affectées par des catastrophes d'origine humaine ou naturelle.



Pour connaître nos actions et donner, c'est ici : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article72675>

EMPLOI : LA CATASTROPHE ANNONCÉE

Le chiffre
300 000
C'est a minima le nombre d'emplois menacés ou supprimés, recensés par la CGT.

<https://www.cgt.fr/actualites/france/mobilisation/286-pse-pres-de-300-000-emplois-menaces-ou-supprimes>

Après avoir feint d'ignorer la catastrophe sociale annoncée, le gouvernement reconnaît la dégradation de la situation économique et son impact sur l'emploi. La vague de fermetures de sites et de licenciements avait en partie été reportée avec le « quoi qu'il en coûte » de la période covid, puis probablement délibérément repoussée après la période électorale du

printemps 2024 et encore masquée par l'effet Jeux olympiques. Mais la macronie, qui n'est prête à aucune concession sur son credo libéral, n'avait manifestement pas anticipé ses échecs électoraux. Et ce n'est pas le gouvernement Barnier, otage du RN, qui va trouver des solutions à la vague de suppressions d'emplois. Le point avec **Robert Pelletier**.

Barnier annonce de nouvelles aides aux licenciés : un fonds de 250 millions d'euros pour l'automobile, un autre de 425 millions pour l'aéronautique ; l'exemption pour cinq ans de l'obligation du ZAN (zéro artificialisation nette) pour tous les projets industriels ; la sortie du champ de la CNDP (commission nationale du débat public) censée permettre aux citoyenNEs de participer aux discussions lors des implantations industrielles ; 1,55 milliard d'euros pour la décarbonation des 50 sites les plus polluants ; des simplifications de procédure, le soutien à la formation ; un nouveau dispositif d'APLD (activité partielle de longue durée) « rebond » au 1^{er} janvier 2025. Ce dispositif permet de ne pas licencier et donc de conserver les compétences, afin de redémarrer dès que la conjoncture le permet. Une recette déjà utilisée lors de différentes crises, en particulier lors du covid, censée être un outil de prévention des licenciements économiques.

Arrêter les suppressions d'emplois

Des mesures loin d'être à la hauteur d'une situation dramatique. Les prévisions, notamment de la CGT, évoquent près de

L'urgence à mettre un coup d'arrêt

Après avoir tenu un discours rassurant devant la vague de suppressions d'emplois qui s'amplifie de jour en jour, Barnier a annoncé à Limoges vendredi 29 novembre les mesures envisagées. Avec toujours plus de facilités pour le patronat, on est loin du compte...

300 PSE (plans de sauvegarde de l'emploi, sic!) avec 300 000 emplois menacés ou supprimés ; un chiffre qui sera probablement dépassé avec les effets difficilement appréciables sur les emplois induits¹. Et qui ne font que conforter le pire des dispositions déjà existantes : aides publiques, pollutions, rejet de tout contrôle démocratique. Pour nous, il faut d'abord faire face à l'urgence sociale : bloquer les dizaines de milliers de suppressions d'emplois qui frappent notamment de grandes entreprises dont certaines affichent des profits indécentes, ont bénéficié de scandaleuses aides sous forme de subventions ou d'« allègements » de cotisations sociales. En parallèle, des dizaines de sous-traitants, de prestataires sont touchés. Tout cela impacte les réseaux économiques et sociaux d'une multitude de territoires ainsi que les services publics. De ce point de vue la revendication d'un moratoire,

avancée par la CGT, permettant de sauvegarder emplois, qualifications et outils industriels peut donner la possibilité d'inverser le rapport de forces face à un patronat et un gouvernement plus que jamais décidés à faire peser sur les salariéEs tous les efforts pour sauvegarder rentabilité et profits.

Contre le chômage, réduction du temps de travail

Il est urgent de se dégager de la sidération, de l'abattement devant la multiplication des annonces de fermetures de sites, de suppressions d'emplois. Il est urgent de se dégager des fausses solutions individuelles, locales, boîte par boîte. Le bras de fer, la mobilisation qui commencent doivent (re)mettre à l'ordre du jour les exigences d'interdiction des licenciements, de suppression de toutes les aides aux entreprises, de réduction du temps de travail, d'amélioration radicale



La mobilisation peut (re)mettre à l'ordre du jour l'interdiction des licenciements, la suppression des aides aux entreprises, la réduction du temps de travail, la retraite à 60 ans

des conditions de travail par, notamment, la suppression du travail posté, de week-end, de nuit (hors soins et maintenance indispensables), la retraite à 60 ans (et 55 pour les travaux pénibles), de fin des discriminations liées au sexisme, au racisme. Gagner, même sur une part de ces revendications, suppose la construction d'un rapport de forces qui est presque totalement à construire. La grande majorité des luttes en cours est centrée sur la prime extra-légale, prix à payer pour des patrons qui se gavent et jettent les salariéEs dans la misère. Les mobilisations prévues en décembre peuvent être l'occasion de dépasser l'isolement, le fatalisme en se rencontrant, se rassemblant pour tester les volontés, les capacités de construction de l'indispensable « toutes et tous ensemble ».

1 - <https://www.cgt.fr/actualites/france/mobilisation/286-pse-pres-de-300-000-emplois-menaces-ou-supprimes>

C'est le système qu'il faut virer

L'heure est suffisamment grave pour que mêmes les médias aux ordres du patronat reprennent les chiffres de la CGT sur le nombre de plans sociaux, de pertes d'emplois programmées.

Toujours prêts à stigmatiser les assistéEs que seraient les chômeurEs ou les immigréEs, patronat et gouvernement « oublient » les chiffres qui fâchent : la Cour des comptes estimait à 260,4 milliards d'euros le soutien financier total aux entreprises pour la période 2020-2022, soit environ 20% de subventions directes de l'État ou des collectivités, 40% d'exonérations de cotisations sociales, et 40% de niches fiscales et baisses d'impôts.

Des subventions et des profits

« En même temps » les principaux groupes français ont réalisé 153,6 milliards d'euros de profits l'an dernier ; les dividendes pointaient à 67,8 milliards d'euros et les rachats d'actions à 30,1 milliards d'euros. TotalEnergies annonçait 19,3 milliards de profits. Stellantis, dont Tavares, l'ex-patron désormais, touchait 36,5 millions d'euros au titre de 2023 (une

bonne base pour une prime de licenciement annoncée à plusieurs dizaines de millions) a lancé un plan de rachat d'actions d'au maximum 3 milliards d'euros en 2024. Et Decathlon — propriété de la famille Mulliez qui possède aussi Auchan et Leroy Merlin —, où des suppressions d'emplois sont annoncées, va verser, comble du mépris, un milliard d'euros de dividendes à ses actionnaires.

Tous ensemble

À l'heure de la conjonction des crises économique, sociale, politique, écologique et des guerres, des mobilisations à la hauteur des attaques portées par le patronat et le gouvernement ne peuvent esquiver la remise en question d'un système de production à bout de souffle.

Les grandes luttes contre les fermetures de sites de la première décennie des années

2000 (Goodyear, Continental, PSA Aulnay) ont posé la question de l'interdiction des licenciements sans aboutir. Les mobilisations des dernières années, des Bonnets rouges bretons à celle menée contre la réforme des retraites, en passant par les Gilets jaunes, les mobilisations féministes ou antiracistes, ont toutes posé des préoccupations dépassant largement leurs spécificités.

Produire moins, produire autrement

L'enjeu aujourd'hui est de marquer des points, de poser des jalons dans la remise en cause de la dictature patronale dans l'organisation du travail, les choix de production, de la mise en évidence du rôle de l'État comme instrument de la classe dominante. En intégrant les préoccupations écologiques, la préservation de la santé, de la sécurité au travail mais aussi celle des consommateurEs.

À voir sur le site



Michelin licencie pour ses profits



Beaujon, hôpital en danger grave et imminent

C'est le sens des mots d'ordre d'interdiction des licenciements, de contrôle ouvrier (livres de comptes, organisation du travail, choix de production, etc.) mais aussi de l'affirmation de l'indispensable auto-organisation, seule capable d'unifier les préoccupations, les revendications, au-delà des fractures syndicales, des divisions liées à l'organisation du travail, au discriminations/divisions sexistes ou racistes. Une démarche de mobilisations pour rompre avec la logique infernale du système et poser dès à présent les jalons d'une société écosocialiste.

SOCIAL Au conseil départemental de Haute-Garonne, mobilisation face à l'austérité!

Le budget 2025 que Barnier a voulu imposer à coup de 49.3 est lourd de menaces pour les services publics locaux. Il prévoit en effet des coupes budgétaires de cinq milliards d'euros pour les collectivités territoriales. Or ces dernières ne sont déjà plus en mesure d'assurer des missions essentielles. En témoigne par exemple l'état de la protection de l'enfance en Haute-Garonne.

Le 15 novembre dernier, un rassemblement a été organisé devant le Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF). Celui-ci fait suite à l'appel à la grève lancé par le syndicat Sud collectivités territoriales 31.

Pas de places pour le service d'accueil d'urgence des enfants

Cette mobilisation a pour objectif de mettre en lumière d'une part les conditions d'accueil très dégradées des enfants au CDEF 31 et d'autre part les conditions de travail des agentEs. En effet, le service d'accueil d'urgence ne peut plus faire face à l'augmentation des besoins et à l'absence d'orientation pour certainEs jeunes, parfois entréEs dans la structure il y a plus d'un an (la durée de séjour maximale est théoriquement de six mois). La réponse institutionnelle à cette augmentation du nombre de places d'accueil est insuffisante : des séjours de rupture inopérants, des accueils séquentiels mis en échec par des jeunes qui ne supportent plus d'être ballottés entre plusieurs lieux, des orientations en interne sans fondement éducatif qui mettent les services en difficulté.

Lors de cette mobilisation, jeunes et professionnels étaient présents devant le CDEF afin de faire entendre leurs voix conjointes. Il devient en effet urgent de donner les moyens à cette structure essentielle de la protection de l'enfance de pouvoir maintenir sa mission d'accueil inconditionnel, et ce, au regard des situations de plus en plus complexes des jeunes accueilliEs. Troubles psychiatriques, parcours d'errance, prostitution infantile, polydélinquance... sont autant de difficultés auxquelles on demande aujourd'hui aux professionnels de faire face seulEs et sans reconnaissance de leurs compétences spécifiques. Or, ces conditions d'accueil dégradées entraînent des répercussions irréversibles sur le parcours d'enfants qui sont d'ores et déjà mis à la marge d'une société où la différence conduit à l'isolement et à l'ostracisme.

Suppression de 500 postes

C'est dans ce contexte déjà insupportable qu'est intervenue l'annonce d'un plan de suppression de 500 postes sur les 7 000 que compte le conseil départemental, qui passerait par le non-renouvellement massif d'agentEs contractuelEs dans tous les services. Plutôt que de résister aux coupes budgétaires, le président Vincini, membre du PS, choisit de les anticiper! Mais, même à la sauce « socialiste », l'austérité n'est pas du goût des agentEs : l'assemblée générale appelée le 19 novembre par l'intersyndicale CGT/SUD/FO a réuni 1 700 personnes, et près de 3 000 se sont misEs en grève et ont manifesté la semaine suivante. La mobilisation va se poursuivre. Le NPA la soutient pleinement et souhaite qu'elle puisse servir d'exemple pour tous les agentEs territoriaux menacés par les politiques d'austérité.

CorrespondantEs

ÉCOLOGIE L'intérêt de l'A69? Ni impératif, ni public, ni majeur!

Le 25 novembre, la rapporteure publique Mona Rousseau a dressé devant le tribunal administratif de Toulouse un réquisitoire implacable contre l'autoroute A69 entre Castres et Toulouse. Rien ne justifie la « raison impérative d'intérêt public majeur » (RIIPM) qui a permis à Atosca le constructeur d'obtenir l'autorisation environnementale.

Alors que la préservation de la biodiversité devrait être une exigence permanente, la RIIPM est un outil juridique qui permet aux grands travaux de contourner le code de l'environnement. Au nom de la RIIPM, le concessionnaire se donne le droit de détruire des espèces protégées et des habitats naturels, de déraciner des arbres et d'artificialiser des sols.

Pas d'intérêt économique, ni sécuritaire, ni social

Pour bénéficier de ce passe-droit, le projet doit être jugé indispensable et revêtir une importance majeure sur la base de trois critères : intérêt économique, sécuritaire et social. La rapporteure publique et l'avocate des associations, maître Alice Terrasse, ont sur chacun de ces points démonté les arguments du concessionnaire. Le désenclavement de Castres n'est pas prouvé, les retombées économiques incertaines, la métropole toulousaine ayant un pouvoir d'attraction supérieur. Le gain de sécurité non plus, bien au contraire! La nationale

126 va repasser dans les villages augmentant les risques d'accidents. Quant au bienfait social, à 17 euros l'aller-retour, il se limite au confort des cadres du groupe pharmaceutique Pierre Fabre qui fait un chantage indécent au maintien de l'emploi. Si le chantier est avancé, il est loin d'être terminé, et rien n'est

irréversible. D'après Atosca, 45 % des travaux de terrassement et 70 % des ouvrages d'art (ponts, tunnels) ont été réalisés. Mais le béton n'a pas encore été coulé et les deux centrales d'enrobé qui produiront le revêtement en bitume ne sont pas encore installées le long du tracé.

L'A69, UN GAIN DE TEMPS



son contenu n'est autre qu'une surenchère de vieilles recettes pour agiter le spectre de la délinquance juvénile qui serait le principal facteur d'insécurité. Des idées qui servent directement l'extrême droite.

Pénalisation accrue

Il s'agit de la pénalisation accrue des parents dits « défaillants », de la comparution immédiate dès 16 ans — qui aura pour effet une augmentation de l'incarcération pour ces mineurs — et du « robotage » de l'excuse de minorité (atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs).

Ces mesures auraient pu passer en catimini avec les voix de la droite et de l'extrême droite si elles n'avaient été bloquées au niveau de la commission des lois pour les deux dernières par une coalition du NFP, des centristes du groupe LIOT (Libertés, indépendants, Outremer et Territoire) et de Sacha Houlié, ancien président macronniste de la commission des lois qui a quitté depuis le groupe EPR.

Au final à la commission des lois, les macronnistes ont voté contre le projet et préparent une bataille d'amendements pour revenir à la version initiale. La gauche et les centristes ont voté « pour » afin que la loi soit proposée au vote des parlementaires sans lesdites mesures. Les mesures pénalisant les parents n'ont pas été expurgées et notamment des circonstances aggravantes sont prévues pour les parents « d'émeutiers » ou de « trafiquants de drogue » avec des peines allant jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amendes.

Moins d'éducation, plus de répression

Ce débat parlementaire aurait donc dû avoir lieu, en donnant une place de choix à l'extrême droite. Et ce alors que la mise en place du code de la justice pénale des mineurEs en 2021 a déjà donné l'estocade à la priorité aux réponses éducatives, le

JUSTICE Quand la macronie s'en prend à la jeunesse

À l'initiative du groupe macronniste EPR (Ensemble pour la République) et de son président, Gabriel Attal, une énième proposition de loi durcissant la justice pour les mineurEs devait être soumise au vote des parlementaires le lundi 2 décembre (faute de temps, elle n'a pas été présentée).

fondement d'une justice pour les mineurEs, spécialisée, adaptée aux problématiques des adolescentEs.

Depuis 2021, les mesures éducatives ont été raccourcies à trois mois, et la possibilité de juger un jeune s'il commet un nouveau passage à l'acte entretemps dans un délai d'un mois. C'est presque la comparution immédiate qui s'applique déjà dans les situations de récidive.

Ces mesures ont eu pour effet une augmentation notable de l'incarcération des mineurEs, particulièrement les mineurs « non accompagnés » (MNA), les mineurEs raciséEs, les mineurEs des quartiers populaires mais aussi de certaines zones rurales défavorisées.

Depuis des décennies, de nombreuses études ont démontré que la prison, loin d'être une réponse à la délinquance juvénile est au contraire un facteur de récidive, une fabrique de délinquance.

Il faut une bonne dose de cynisme dans ce contexte pour utiliser cette thématique et cibler une population particulièrement vulnérable pour servir des jeux politiques et dans le contexte actuel permettre toutes les surenchères à l'extrême droite et à un racisme décomplexé!

Perte du sens des professionnelEs

À l'autre bout de la chaîne, les professionnelEs de terrain subissent des conditions

Continuer le combat contre les projets écocides

Tout n'est pas gagné! Quelle que soit la décision du tribunal, les recours en appel sont inévitables. La reconnaissance de la légitimité de ce combat est une victoire symbolique contre l'A69 : ni pertinente ni utile à la société, l'autoroute ne peut justifier les atteintes à la faune et à la flore ou la destruction systématique des écosystèmes et des terres agricoles. C'est un démenti cinglant à la répression brutale exercée depuis deux ans contre toutes les mobilisations ; un démenti aux accusations d'écoterrorisme ; un démenti au soutien des éluEs locaux, Carole Delga la présidente PS de la région en particulier. C'est un point d'appui contre les autres projets routiers contestés. Préfecture et Atosca ont voulu passer en force, l'audience de lundi a prouvé que c'était largement illégitime.

Les écoreuilles, les grévistes de la faim, le collectif la Voie est Libre, la Confédération paysanne, la FNE, toutes les associations locales, l'engagement des scientifiques, le gros investissement juridique, tout a contribué à cette avancée. C'est un encouragement à poursuivre la lutte, dans le Tarn et ailleurs contre tous les projets écocides!

CorrespondantEs

de travail de plus en plus dégradées et une perte du sens de leurs métiers éducatifs.

Au milieu de l'été, l'administration leur a annoncé le non-renouvellement de plusieurs centaines de collègues sous contrat, ce qui les a amenés à être en grève : « Nous professionnels de l'éducation et du social au sein de la PJJ, ne lâcherons rien. Face au démantèlement de notre administration, restons solidaires, mobilisons-nous ensemble pour les jeunes que nous accompagnons, leurs familles et les collègues avec qui nous travaillons. »

Ils revendiquent un plan d'urgence et des moyens pour un véritable service public de l'éducation au ministère de la Justice.

Correspondante

À lire sur le site



Romans debout contre l'extrême droite!



Gaza, encore une semaine à pleurer des larmes de sang, par Marie Schwab

Culture

ESSAI *La domination blanche, de Claire Cosquer et Solène Brun*

Éditions Textuel, 2024, 160 pages, 17,90 euros.

En quoi consiste la condition blanche et en quoi est-elle avantageuse? Comment se déploie la domination blanche? Comment un hypothétique camp politique blanc se mobilise pour faire ou défaire le racisme? Autant de questions qui structurent ce livre, dont la lecture s'avère indispensable pour apprendre, pour comprendre, pour discuter et pour élaborer!



Différentes nuances de blanc...

Alors que l'on a tendance à rechercher outre-Atlantique l'origine des discussions sur la blancheur et la discrimination raciale, les autrices nous invitent à retraverser l'océan pour situer la genèse de l'identité blanche dans le mode de domination des puissances coloniales européennes.

Au travers de plusieurs exemples, les autrices illustrent le fait que les processus de construction des majorités blanches en Europe et aux États-Unis sont à considérer, en fonction d'un contexte, en termes de rapports sociaux, de pouvoir. Ainsi, dans l'histoire de la conquête de l'Amérique du Nord, la catégorie des Irlandais devient-elle blanche après ne l'avoir pas été... et les SyrienNEs finissent pas être admis dans cette catégorie car n'étant pas noirs...

Alors, quid du privilège blanc? La notion est très controversée, notamment en France, où la gauche s'en défend sous couvert d'universalisme. Les autrices proposent alors une formulation éclairante qui dit que «toutes choses égales par ailleurs, les personnes blanches tirent un avantage de leur position, ce qui suppose que même lorsqu'ils ou elles sont dans une situation précaire, ils peuvent toujours imaginer qu'une personne non blanche dans la même situation s'en sortirait encore plus mal.»

Penser la domination

Pour autant, si elles la prennent pour utile, elles considèrent que la notion de privilège blanc est imparfaite, en étant statique — on en possède ou non — et citent de nombreuses critiques d'une notion qui s'avèrerait individualiste, libérale, et pour tout dire dépolitisée, risquant de pousser les personnes blanches à se livrer à une analyse nombriliste d'avantages desquels se défaire, à titre individuel, souvent de façon moraliste, sans aller au fond d'une démarche antiraciste qui serait d'une autre nature.

Il s'agirait alors de penser la domination blanche en termes de pouvoir, de dévoiler les structures de cette domination, en liant l'analyse aux structures de l'exploitation capitaliste et aux mécanismes de la domination patriarcale. Un passage utile par Bourdieu, au travers de la notion d'habitus, nous dit l'ancrage profond de la domination blanche, du racisme, collectivement au sein de nos sociétés, et individuellement au fond de chacun d'entre nous.

Pour s'en prendre à la suprématie blanche, en tant que blanc, les autrices estiment que «les actions individuelles et collectives ne sont absolument (pas) condamnées à l'exclusion mutuelle», et qu'il est possible, à la fois, de «se joindre aux manifestations antiracistes et de s'interroger sur ses propres stéréotypes et préjugés.»

Vincent Gibelin

Vie du NPA l'Anticapitaliste

SOUSCRIPTION Un local national et pour la capitale!

Toutes les organisations militantes le savent. S'il est nécessaire d'avoir des forces dans la capitale, s'y construire a un caractère contradictoire.

Côté pile, l'échelle de la ville, sa diversité et sa proximité avec les lieux de pouvoir en font un lieu privilégié pour militer sur presque tous les sujets et rencontrer tous les courants. Les mobilisations y sont plus nombreuses, diverses et importantes qu'ailleurs. Le vivier militant est incomparable, en particulier grâce à la très grande concentration étudiante, le brassage sociologique et géographique. Côté face, ce foisonnement produit de la concurrence entre les courants. Le turn over est important car bien des gens partent vivre ailleurs après quelques années. La proximité du pouvoir central écrase les enjeux et structures locales. Sans parler des problèmes de transport et... le prix stratosphérique de l'immobilier.



nécessaire rénovation du bâtiment permettraient d'aller plus loin. D'abord en proposant 4 petites salles (contre 2 actuellement). Ensuite en remplaçant l'actuelle salle de 40-50 places

par une salle aux normes permettant d'accueillir environ 200 personnes sous une verrière. Un tel outil permettrait au NPA d'être utile au mouvement en accueillant des réunions publiques et des petits congrès.

Un lieu pratique

Concernant la vie quotidienne militante, la rénovation du bâtiment offrirait un grand espace ouvert avoisinant les 100m² pour se restaurer, papoter, imprimer et retirer le matériel militant (affiches, autocollants, tracts), se retrouver avant un départ collectif. Concernant la logistique, avec un lieu de stockage au rez-de-chaussée, charger un véhicule

à couvert est déjà beaucoup plus simple.

Associées à une localisation déjà avantageuse (porte de Montreuil) et sur l'une des lignes les plus intéressantes du réseau métropolitain, la concrétisation de ces aspects constituerait un réel saut qualitatif des facilités matérielles pour notre activité dans le Grand Paris. De manière indirecte, de telles améliorations auraient aussi un impact positif sur l'activité nationale. Voilà pourquoi nous sollicitons vos dons partout sur le territoire!

Commission souscription

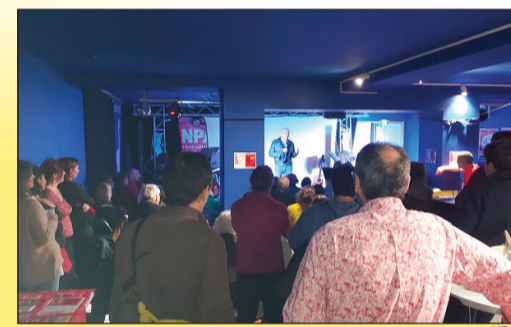


FAIRE UN DON ICI

<https://don.npa-lanticapitaliste.org/>

En bref

Perpignan Une réunion publique pas comme les autres. Le vendredi 29 novembre, c'était une soirée solidaire avec... le NPA, sous le signe de la souscription pour notre local! InvitéEs: nos amiEs, nos proches, les militantEs avec qui nous partageons quotidiennement nos luttes et dont la présence a montré la sympathie avec nos idées. Faute de salle municipale (aux mains du RN-FN), c'est la salle du Nautilus, ouverte récemment, qui nous a accueilliEs. Consacrée plus aux concerts qu'aux meetings politiques, elle a été décorée de banderoles, drapeaux, affiches. Badges et tee-shirts («Nos vies valent plus que leurs profits») en vente au profit de la souscription. Jeunes et moins jeunes se sont retrouvés autour d'un buffet concocté par nos soins, et ont participé à la discussion avec notre camarade Philippe Poutou. Après une courte présentation rappelant les urgences de la période et des alternatives à construire, Philippe a échangé avec les participantEs: Comment lutter après la défaite des



grèves? Et notamment à la lumière des expériences féministes et écologistes? Comment protéger nos manifestations de la violence policière? Quelle résistance dans des territoires gangrenés par l'extrême droite? Pour quelle société se battre? Le débat a laissé la place au concert. D'abord la chorale des Rêvolution'Airs, aussi militante que chaleureuse et talentueuse, a dynamisé la salle avec ses chants de bataille. Puis le groupe gitan Los Graciosos a clôturé la soirée avec la rumba catalane dont les rythmes endiablés ont jeté nombre d'entre nous sur la piste de danse.

CorrespondantEs

FÉMINISME La CVSS a rendu son premier avis

En novembre 2023, le NPA-l'Anticapitaliste mettait en place une commission «Violences sexistes et sexuelles» (CVSS) chargée de traiter spécifiquement les violences qui surviennent dans notre parti.

La première saisine que cette commission a eu à traiter concerne un camarade membre de notre direction politique et de l'exécutif, permanent à temps plein de l'organisation. Il a été suspendu, de façon automatique comme nos statuts le prévoient, fin août 2023. Après plusieurs mois de travail, la CVSS a caractérisé en juin 2024 les faits de: «violences sexistes et psychologiques, violences sexuelles, dans le cadre d'une relation conjugale», constituant des violences conjugales. Une deuxième saisine est en cours de traitement concernant le même camarade. Le NPA apporte toute sa solidarité envers les victimes et notre commission VSS se tient à disposition pour la réception de saisines ou témoignages de potentielles victimes, y compris si ces dernières souhaitent conserver leur anonymat.

Suspension jusqu'au congrès

Sur la première saisine, la CVSS a préconisé que le camarade soit suspendu jusqu'à la fin du prochain congrès de notre organisation qui se tiendra en avril 2025. Cela veut dire qu'il ne devra pas être présent dans la vie militante interne ou externe à Paris et ne participera à aucune activité militante, en tant qu'intervenant lors de réunions publiques, ni par des publications en son nom ou sous pseudo. Une évaluation sera effectuée en vue de la levée de la suspension dans le cadre d'un

protocole de réintégration, qui devra impliquer plusieurs conditions comme le fait de ne plus être en direction nationale, départementale ou locale ou en représentation de l'organisation. Toutes ces mesures pourront être approfondies ultérieurement, notamment à la lumière de nouvelles saisines ou témoignages le concernant.

Un débat qui traverse notre organisation

Entre le rendu de l'avis de la CVSS et la publication du contenu de celui-ci, de nombreux débats nous ont traversés, et dans notre organisation comme partout ailleurs, le silence et la silenciation ont été les instruments complices de la domination masculine.

Il est clair que la position dans notre organisation du camarade mis en cause est un des éléments qui a participé de la possibilité des violences. Bien que notre organisation soit relativement petite, que nous n'ayons pas de députés, qu'il n'y ait pas d'enjeux médiatiques d'ampleur, la façon dont nous sommes structurés est impactée par des enjeux de pouvoir et de domination. Les hommes, qui plus est blancs et intellectuels, occupant des mandats dans les directions centrales, sont en position plus encore que les autres d'exercer des formes d'emprise, de domination et donc des violences sexistes et sexuelles. C'est un

des axes de réflexion que nous devons continuer à travailler dans l'objectif de limiter au maximum les VSS dans notre parti.

En finir avec les VSS

Cette première saisine traitée par la CVSS ouvre, espérons-le, une nouvelle période dans la manière dont les violences sexistes et sexuelles sont dites, perçues et traitées par notre organisation.

Nous espérons que la mise en œuvre des préconisations de la CVSS permettra à une justice réparatrice de se mettre en place et conduira à une vigilance accrue en matière de VSS et de rapports de domination dans notre organisation. Nous espérons aussi que le travail initié avec la mise en place de notre CVSS et les premiers avis rendus donneront à d'autres victimes la force de parler, rompant ainsi le silence qui leur est imposé et qui alimente les tabous ainsi que la banalisation des VSS. Nous n'avons pas d'illusion sur le fait qu'il soit possible d'éliminer les VSS dans le NPA sans le faire dans l'ensemble de la société, c'est-à-dire d'en finir avec l'exploitation capitaliste et les oppressions, notamment le patriarcat. Cependant, nous avons l'objectif de lutter contre les VSS partout, tout le temps, et en particulier de les éliminer autant que possible au sein de notre organisation.

NPA-l'Anticapitaliste

Librairie La Brèche

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

FÉMINISME « La transphobie, c'est défendre le fait que chacunE reste à sa place dans le patriarcat »



NPA-L'ANTICAPITALISTE

Avec ce titre «le Lobby transphobe», voulais-tu faire référence à la droite et à l'extrême droite ?

Oui, ce titre est une référence aux accusations portées depuis des années contre les défenseurEs des droits des personnes LGBT d'être un lobby. C'est aussi de la guérilla en termes de référencement web. Et cela désigne aussi des organisations qui agissent en véritable lobby, pour tenter d'influencer le gouvernement, les parlementaires afin de faire reculer les droits des personnes trans et en particulier en entrant par la porte des enfants trans.

Tu évoques la possibilité d'un féminisme transphobe pour expliquer qu'il n'existe pas...

Il n'y a pas en France un mouvement social de dizaines de milliers de féministes qui soient mobilisées contre les droits des personnes trans ou même qui pensent que les droits des personnes trans entraient en conflit avec les droits des femmes. Il y a eu une tentative en France d'importer cette idée née en Angleterre en 2020 et qui est à l'origine de la création de l'association dont je suis présidente, qui rassemble des femmes cisgenres (qui ne sont pas trans justement) et des femmes transgenres, pour faire le pont entre les mouvements féministes et trans. En France, on a plutôt gagné cette bataille ces dernières années, avec le mouvement social féministe et les centaines de milliers de femmes qui sont chaque année dans la rue contre les violences ou le 8 mars. Elles s'expriment très clairement contre la transphobie.

Le mouvement social féministe chaque année dans la rue contre les violences ou le 8 mars s'exprime très clairement contre la transphobie

Même si je pense qu'on est en train de gagner le rapport de forces dans un féminisme plus institutionnel — celui financé par les grandes fondations qui reçoivent de l'argent des grands groupes ou des subventions de l'État, mais qui souvent est très éloigné en fait du féminisme tel qu'il est en réalité défendu par les militantEs féministes à la base — cette bataille n'est jamais gagnée définitive-

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

Entretien. Maud Royer, autrice du «Lobby transphobe» et présidente de l'association Toutes des femmes, qui a lancé la campagne «Juge pas mon genre» pour la simplification du changement de nom à l'état civil répondait aux questions d'Ada sur le plateau de la chaîne l'Anticapitaliste à l'occasion du TDOR (Transgender Day of Remembrance).

ment. Ces dernières années on a su imposer un rapport de forces : la transphobie est incompatible avec le féminisme. La transphobie c'est défendre le fait que chacunE reste à sa place dans le patriarcat, donc c'est d'abord compatible avec la préservation de la domination masculine bien plus qu'avec le féminisme, évidemment.

Les réactionnaires instrumentalisent le féminisme, mais aussi les lesbiennes contre les personnes trans. Dans ton livre tu montres que ce sont les lesbiennes qui soutiennent le plus les personnes trans...

C'est presque une sous-déclinaison de l'instrumentalisation du féminisme, qui est encore plus ridicule. Il n'y a pas un secteur des mouvements lesbiens spécifiquement transphobes. On parle de quelques groupes, de quelques dizaines de personnes en France. Outre-Manche les enquêtes montrent que les lesbiennes sont la catégorie sociologique la moins transphobe de la population. Il n'y a quasiment pas d'espace lesbien qui exclut les personnes trans, au contraire ! Les lesbiennes cis sont plutôt des alliés dans les luttes, parce qu'il y a beaucoup de lesbiennes trans en réalité. Mon association par exemple est une association non mixte de femmes — de femmes trans et de femmes qui ne le sont pas — qui ne regroupe quasiment que des lesbiennes. Dès qu'on fait de la non-mixité, il y a toujours beaucoup de lesbiennes. Le milieu lesbien est l'un des moins transphobes qui soit. La volonté d'alliance politique, elle est là.

Quelles sont les organisations transphobes dont tu parles dans ton livre ?

En France, le lobby de petites organisations qui essaient d'influencer le gouvernement a un nom : l'Observatoire de la Petite Sirène (OPS), créé par Caroline Éliacheff et Céline Masson en 2021. Il est apparu en même temps qu'Éric Zemmour et *Valeurs Actuelles* ont commencé à parler des personnes trans à la télévision. L'OPS vient essentiellement de certains secteurs réactionnaires de la psychanalyse qui sont déjà exprimés précédemment contre le PACS, contre la PMA avec tout un discours qui marche très bien sur la binarité femme-homme, la complémentarité et l'opposition des sexes. Un discours digne du Vatican qui dit que « remettre en cause cette complémentarité supposée, c'est toucher au fondement de la société et faire quelque chose

de très dangereux qu'on ne maîtrise pas ». L'OPS a fini par écrire un rapport, qui a été utilisé par les sénateurs LR pour produire une proposition de loi qui restreint l'accès au soin des mineurEs trans. Ce sont donc des réactionnaires, des descendants de la Manif pour tous qui avancent main dans la main pour faire reculer les droits des personnes trans.

Pourquoi ce fameux projet de loi vise-t-il les enfants trans ?

Pendant très longtemps en France, et c'est encore d'une certaine manière le cas, les personnes trans étaient extrêmement psychiatriées, c'est-à-dire qu'on ne pouvait pas transitionner autrement qu'en passant par une équipe hospitalière avec un psychiatre qui évaluait si on était réellement trans ou pas et qui décidait ou non de nous donner des hormones. Dans les vingt dernières années en France, les associations — notamment de santé communautaire dans la lignée des associations créées autour de la question du VIH et du Sida — ont réussi à faire reculer cette psychiatrie.

Ce que les transphobes ont perdu dans le champ de la psychiatrie et du système de santé, ils essaient de le réimposer par la loi pour que la psychiatrie et les médecins redeviennent cette institution qui empêche les gens en fait d'être autonomes et de décider de leur parcours de vie.

Ces gens-là disent « on ne devrait pas donner des hormones aux mineurEs » mais dans leurs documents on peut lire « bon finalement avant 25 ans on peut pas vraiment savoir non plus ». Finalement, il s'agit pour eux de ré-interdire les transitions avant même 25 ans, et puis après de les ré-interdire, comme c'était le cas avant, par exemple aux personnes qui sont en couple hétérosexuel.

L'association Toutes des femmes, dont tu es présidente, a lancé la campagne «Juge pas mon genre» pour faciliter le changement d'état civil. Pourquoi cette campagne ?

Cette campagne, on l'a décidée à la fin de l'année 2023. C'est une campagne pour simplifier le processus de changement d'état civil qui en France est toujours judiciaire. On doit faire une requête au tribunal qui est ensuite examinée par le procureur qui rend un premier avis, puis ça passe aux juges qui souvent convoquent une audience. Puis on se rend à l'audience, en ayant bien fait attention à s'habiller d'une manière conforme au genre dans lequel on demande à se faire reconnaître. Puis le juge examine tout ça, examine les preuves, les témoignages des amiEs, de la famille — si on lui parle encore — de ses collègues — pas évident avec la discrimi-

nation. Nous estimons que cette procédure est discriminatoire et violente en soi et qu'elle produit de la discrimination. Au début d'une transition de genre, on est plus exposé aux discriminations, parce qu'on n'a pas encore forcément tissé des réseaux de solidarité, parce qu'on a perdu parfois ceux qu'on avait précédemment, parce qu'on s'est coupé de sa famille, de certainEs amiEs... C'est un moment de grande vulnérabilité, accru par le fait de ne pas avoir de papiers qui correspondent à son identité. Les discriminations sont exacerbées dans toutes les situations où on doit présenter ses papiers. Simplifier la procédure de changement d'état civil pour qu'elle soit faite sur simple demande, c'est d'abord une mesure de lutte contre les discriminations.

Simplifier la procédure du changement d'état civil pour qu'elle soit faite sur simple demande, c'est d'abord une mesure de lutte contre les discriminations

L'Espagne vient de le faire ; l'Allemagne l'a fait. Cela existe déjà dans nombreux pays d'Europe depuis quelques années.

Ça serait un peu mettre un énorme stop à l'offensive transphobe qu'on a actuellement...

On l'espère. On doit profiter du fait que ça existe médiatiquement pour gagner ce débat, pas seulement pour faire avancer la loi mais aussi gagner ce débat dans la population. Aujourd'hui de toute façon la majorité de la population est pour la facilitation de changement d'état civil. Ce serait bien qu'on gagne ce débat et qu'on le règle en fait aussi dans l'espace médiatique.

Le changement d'état civil sur demande est dans le programme du NFP ; Macron l'a qualifié d'ubuesque et une proposition de loi devrait bientôt être déposée à l'Assemblée. Mission accomplie ?

La lutte trans, c'est une goutte d'eau dans la grande lutte contre le fascisme qui monte. Je veux qu'on arrive à repousser cette vague de montée de l'extrême droite. À travers cette campagne, du Parti socialiste à l'extrême gauche, on a un soutien très clair des droits des personnes trans. En même temps il y a évidemment la lutte notamment pour l'accès aux soins et pour changer le système de santé pour qu'il accueille mieux les personnes trans. Cette lutte ne s'arrête pas ! **Propos recueillis par Ada**

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalist1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°161 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-
Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine

